



Photo: Capital Press

LE PREMIER MINISTRE DU ROYAUME UNI REND VISITE À OTTAWA

M. C. R. Attlee, Premier Ministre du Royaume Uni, a rendu visite à Ottawa les 9 et 10 décembre afin de s'entretenir avec les chefs du gouvernement canadien de sa récente conférence avec M. Truman, à Washington. On le voit ici en compagnie du Premier Ministre, M. L. S. St-Laurent.

textes aux pages 482 et 486 d'*Affaires Extérieures*) dans lesquels il indiquait la base sur laquelle il serait peut-être possible de négocier un règlement. Dans sa première allocution, M. Pearson insista sur la nécessité de renouveler nos efforts, « dès que les circonstances le permettront », en vue de concilier « la détermination des Nations Unies de résister à l'agression » avec « tout intérêt légitime des Chinois dans l'avenir de la Corée et de ses régions environnantes ». Conformément à ce principe, M. Pearson déclara, le jour suivant, que, « dans cette conjoncture dangereuse, nous persistons à penser que si la situation militaire vient à se stabiliser, nous devons chercher par tous les moyens possibles à entamer des négociations avec la Chine communiste. Je ne me dissimule pas les difficultés qui nous attendent, soyez-en sûrs, mais je crois que rien ne devrait être négligé de ce qui aurait chance d'aboutir à un règlement honorable et pacifique en Corée. Si, par exemple—et pourvu que la situation militaire se stabilise—il ne pouvait y avoir une cessation d'hostilités suivie de pourparlers (embrassant peut-être d'autres différends que celui de Corée) auxquels participeraient les communistes chinois, on pourrait encore espérer en arriver à un règlement ».

Au moment où M. Pearson proposait de conclure une suspensions d'armes, treize pays d'Asie et du Moyen-Orient demandaient au Gouvernement de Pékin et aux autorités nord-coréennes de déclarer que leurs troupes ne franchiraient pas le 38e parallèle ». Cette déclaration, disait cette demande, donnerait le temps d'étudier les démarches nécessaires à la solution du conflit d'Extrême-Orient, et contribuerait à éviter une nouvelle guerre mondiale ». On remit ce document au général Wu en lui demandant de le transmettre sans retard au Gouvernement de Pékin. Peu après, le général Wu fit savoir que Pékin étudiait attentivement cet appel et souhaitait « mettre fin le plus tôt possible au combat ». Dès lors, les nations libres attendirent anxieusement de voir si les efforts déployés pour trouver une base de négociation parviendraient à rétablir dans une certaine mesure la paix et la stabilité en Extrême-Orient et éloigneraient ainsi la menace d'une guerre mondiale.